

Concours : 1^{er} CONCOURS ENM

Epreuve : NOTE DE SYNTHÈSE

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La question des erreurs judiciaires en matière pénale est cruciale car au-delà des conséquences potentiellement tragiques pour les justiciables de telles erreurs, c'est la crédibilité même de la justice ainsi que la confiance qu'elle inspire qui s'en trouvent durablement sapés.

Le droit pénal français ne propose pas de définition de l'erreur judiciaire (doc 3). Cette dernière se caractérise toutefois par l'erreur commise dans l'appréciation de la culpabilité d'un individu. Une telle erreur peut avoir lieu au moment du jugement, lors du prononcé d'un verdict de culpabilité ou d'acquittement, mais aussi en cours de procédure, par exemple lorsque des décisions de placement en détention préventive sont prises. Tout l'enjeu de la question des erreurs judiciaires en matière pénale consiste à en cerner les contours et à en comprendre les causes (I) afin d'appréhender justement les voies pour les prévenir (II).

I. L'identification complexe des contours et des causes des erreurs judiciaires

Les contours et le contenu de l'erreur judiciaire sont flous (A), tandis que ses causes sont multiples et hétéroformes (B).

A. La complexe définition de la notion d'erreur judiciaire

Le premier constat qui s'impose en matière d'erreur judiciaire est que le droit pénal français n'en présente pas de définition qui soit vraiment satisfaisante (doc 3). Il est donc d'emblée périlleux de cerner précisément les contours et le contenu de ce que cette notion recouvre. Si le dictionnaire

qualifié d'erreur un "acte de l'esprit qui tient pour vrai ce qui est faux et inversement" (doc. 5), l'erreur judiciaire est quant à elle classiquement appréhendée comme une erreur de fait (doc. 5) au moment du jugement, laissant ainsi de côté les erreurs de droit ou encore les erreurs pouvant intervenir lors de la phase préalable au jugement (doc. 3). Une telle absence de définition claire et unanime semble tenir au fait que très peu d'études et d'analyses sont diligentées sur le sujet (doc. 5), tandis que même la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme faisant référence à la prévention de ces erreurs est très rare (doc. 8).

Plusieurs éléments de définition sont toutefois apparus et ont permis de mieux appréhender la notion d'erreur judiciaire. D'une définition qui ne prenait en compte que l'erreur de fait au moment du jugement (doc. 4), l'on est ainsi parvenu à une définition prenant en compte les erreurs commises dans la phase précédant le jugement (doc. 3) ainsi que les dysfonctionnements de la procédure (doc. 5). Un tel effort de définition semble opportun dans la mesure où ce n'est qu'en comprenant le plus précisément possible la notion que pourront en être pointées les causes, préalable nécessaire à la tâche de prévention des erreurs judiciaires.

B. Les causes multiples et plurielles des erreurs judiciaires

Certaines causes sont tout d'abord internes au système judiciaire. Fondamentalement, c'est le respect des deux injonctions contradictoires que sont le respect des exigences procédurales d'une part et l'efficacité dans le traitement des dossiers d'autre part qui peut s'avérer être l'une des causes les plus importantes d'erreurs judiciaires (doc. 8). La logique productiviste, faisant fi notamment de la technicité des expertises (doc. 2) et du temps qu'il faudrait prendre pour les analyser voire les remettre en cause (doc. 2) offre un terrain propice à l'erreur judiciaire. Les modes de travail au sein de l'institution judiciaire, là encore sans doute contraints par l'objectif d'efficacité, laissent peu de place au travail en équipe tout en laissant s'épanouir une forme de surindividualisme (doc. 7), tous deux propices à l'erreur judiciaire. L'absence d'une culture de contrôle (doc. 7) ainsi que la perte de vitesse de la collégialité en première instance renforcent ces risques d'erreur (doc. 5).

A ces causes internes se superposent des causes externes. La pression de l'opinion et la pression médiatique peuvent s'avérer être des sources d'erreurs judiciaires par la pression qu'elles font exercer sur les magistrats en charge des dossiers (doc 3, 11). La "pression publique" (doc 11) peut influencer sur les décisions de justice (doc 10) jusqu'à provoquer ou contribuer à provoquer une erreur judiciaire. Ajouté à cela, il semble que des éléments de nature davantage psychologique peuvent eux-aussi s'avérer être des causes d'erreurs judiciaires (doc 6). Par l'effet dit d' "ancrage", il semblerait que la formation de jugement ait, d'un point de vue cognitif, moins d'effet à faire pour retenir et accepter les réquisitions du procureur de la République, s'exprimant en premier (d'où la notion d'ancrage), que pour accepter la démonstration inverse effectuée par la défense (doc 6), renforçant de ce fait les probabilités d'une erreur judiciaire.

Avoir envisagé la définition et les causes des erreurs judiciaires permet d'appréhender les pistes pour leur prévention.

II. La prévention renforcée des erreurs judiciaires

La prévention des erreurs judiciaires peut s'effectuer via une approche concrète (A) et une approche systémique (B).

A. Une approche concrète de la prévention des erreurs judiciaires

Sur le plan procédural, le respect de plusieurs principes peut contribuer à prévenir efficacement les erreurs judiciaires. Le respect du principe du contradictoire est un élément fondamental à cet égard, de même que celui de la collégialité et ce à plusieurs étapes de la procédure avant même le jugement (doc 9, 5). L'application effective des garanties énoncées à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme est un incontournable rempart contre les erreurs judiciaires (doc 8).

La question de l'éthique doit également être prise en compte et les magistrats doivent davantage être incités à "en parler" lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés pouvant mener à des erreurs judiciaires (doc 1). La culture dite

du doute, de l'humilité et de l'humilité doit également prévaloir (doc 5), la remise en question s'imposant de manière claire comme un solide rempart contre l'erreur. Enfin, le niveau de formation des acteurs en présence doit être à la hauteur de l'enjeu, ceci concernant les magistrats mais aussi les avocats et l'ensemble des collaborateurs du juge (doc 8). Si les acteurs et les procédures sont concernés, c'est le système dans son ensemble qui doit être appréhendé.

B. Une approche systémique encouragée pour la prévention des erreurs judiciaires

Une approche globale doit être privilégiée afin de mieux analyser les mécanismes et les étapes qui ont mené à une erreur judiciaire. La réticence à la mise en place d'une telle structure réside certainement dans le fait que ce serait reconnaître officiellement l'existence de telles erreurs comme étant inhérentes au système judiciaire (doc 3), toutefois l'impose sur une telle mise en place pour le système judiciaire d'une capacité d'étude clinique de ses erreurs ainsi que de l'élaboration d'une typologie fine de ces erreurs qui permettrait de les éviter à l'avenir (doc 3). Dans la même logique, l'élaboration d'un cahier des bonnes pratiques constituerait aussi un outil précieux de prévention des erreurs (doc 3).

Toujours au niveau global, une meilleure optimisation des moyens humains et budgétaires pourrait également participer de la prévention des erreurs judiciaires. Ainsi, le fait de favoriser les procédures simplifiées voire déjudiciarisées pour les affaires les moins problématiques pourrait permettre de dégager un temps précieux aux magistrats pour les affaires les plus complexes davantage susceptibles de mener à des erreurs judiciaires (doc 8). La question des moyens accordés à la justice peut enfin difficilement être éludée dans l'analyse des moyens de prévention des erreurs judiciaires (docs 5, 9). Ainsi, seules les contraintes budgétaires sont à même d'expliquer le recul de la collégialité ou l'échec des réformes visant à la renforcer, alors qu'elle constitue pourtant l'un des remparts les plus solides contre les erreurs judiciaires.